



Le 3 juillet 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Implantation d'Amazon à Carquefou : Gare au chantage à l'emploi !

Le 1er juillet 2020, nous apprenons par voie de presse que l'entreprise de vente en ligne « Amazon » s'implante près de Nantes.

Une annonce au lendemain des élections municipales qui ont été marquées notamment par la percée des écologistes et une crise sanitaire sans précédent : la **nécessité de reconstruire une économie résiliente et de proximité est de plus en plus évidente**, et l'implantation d'une telle entreprise est un non-sens pour notre territoire.

La période de confinement a vu la multiplication d'initiatives de solidarité et d'innovations à destination des producteurs locaux et des commerces de proximité, y compris sur les territoires ruraux. Le regroupement de producteurs et de commerçants et la création de plateformes de commandes sur internet montrent que ces acteurs ancrés sur nos territoires sont en mesure de relever le défi de la production et de la distribution locale.

Le projet Amazon participe d'un vaste maillage sur le territoire français d'entrepôts gigantesques, centres de tri et de « petits » espaces de stockage pour le « dernier kilomètre », par les géants de la vente en ligne : Amazon et AliBaba.

De Brétigny-sur-Orge à Amiens, en passant par Chalon-sur-Saône, Metz et Quimper, les entreprises comme Amazon mettent en avant une création supposée d'emplois. Le Grand Ouest est particulièrement concerné avec l'implantation de nouveaux centres près de Nantes mais aussi près de Quimper sur plus de 6 hectares.

Or, **Amazon ne crée pas d'emploi** : pour un emploi créé par ces plateformes, deux sont détruits dans les commerces de proximité. Quant à la qualité de ces emplois, nous préférons soutenir des petits commerces qui font vivre les quartiers avec des commerçant.e.s investi.e.s dans la vie locale, plutôt que des machines à emplois précaires, qui éloignent le consommateur du commerçant, de surcroît dans une

entreprise qui s'est illustrée pour le non-respect des droits de ses salarié.e.s pendant la crise sanitaire.

Les implantations massives, en France, de ces entreprises aux charges fiscales avantageuses et ayant recours aux paradis fiscaux, engendrent inévitablement **une situation de concurrence déloyale** d'autant plus importante vis-à-vis des commerces de proximité.

Sans oublier qu'il s'agit d'**une activité fortement consommatrice en surface au sol et en énergie**, deux ressources précieuses en temps de crise écologique. Avec cet entrepôt du « dernier kilomètre » il est pourtant fort à parier qu'une campagne publicitaire "verte" inondera nos villes dans le but de pousser à la consommation.

Nous refusons cette supercherie et plus globalement, le développement anarchique des entreprises qui profitent de vides juridiques et des crises écologiques et sociales pour faire augmenter les dividendes de leurs actionnaires. En ce sens, **nous soutenons la proposition de moratoire sur les entrepôts de la vente en ligne et les zones commerciales en périphérie, proposée à l'Assemblée Nationale, et celle de la Convention citoyenne sur le climat de stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines très consommatrices d'espace.**

Depuis des mois, nous entendons de grands discours sur le monde d'après et le monde d'avant. Voici donc un premier exemple concret pour **passer du discours aux actes : soutenons les activités économiques qui créent de la résilience et du lien** sur notre territoire !

Nous, nouvelles et nouveaux élu.e.s écologistes et citoyens des conseils municipaux de Nantes et de Rennes, militant.e.s d'Europe Ecologie Les Verts et de l'Union Démocratique Bretonne, élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil Régional : nous réaffirmons notre soutien au commerce de proximité et à l'emploi local, nous nous opposons à l'installation d'Amazon et à son développement en France, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher ce(s) projet(s).

Signatures :

- Groupe de l'Union Démocratique Bretonne du conseil municipal de Nantes.
- Groupe de l'Union Démocratique Bretonne du conseil municipal de Rennes
- Groupe des écologistes et citoyens du conseil municipal de Nantes
- Groupe des écologistes et citoyens du conseil municipal de Rennes
- Groupe des écologistes et citoyens du conseil régional des Pays de la Loire
- Europe Ecologie Les Verts : groupe local de Nantes, groupe local de Rennes, groupe local Erdre et Loire, coordination départementale 44 et EELV Pays-de-la-Loire.